

NOUVELLE-CALÉDONIE : LE TEMPS DES COLONIES, ÇA SUFFIT ! SOLIDARITÉ AVEC LES KANAK !

NPA
RÉVOLUTIONNAIRES

Bulletin du NPA-Révolutionnaires - Ville de Paris - 24 mai 2024

Magasins et voitures en flammes, barrages routiers, affrontements, jeunes tués par balle... La révolte des Kanak rappelle que ce « territoire d'Outre-mer français » est, en réalité, une colonie. La révolte fait suite à des manifestations massives contre le projet d'élargir le corps électoral aux colons installés depuis 10 ans. Une décision que Darmanin et Macron justifient au nom de la démocratie... Mensonge ! Si c'était vrai, pourquoi n'accordent-ils pas le droit de vote à tous les immigrés vivant et travaillant ici depuis plus de dix ans ? Pourquoi avoir promulgué une loi anti-migrants sous la dictée du Rassemblement national ?

Macron veut s'assurer que sur ce territoire à 17 000 kilomètres de la France, le peuple kanak reste minoritaire sur ses propres terres en dépit de son droit à l'autodétermination.

MENSONGES ET BRUTALITÉ COLONIALE

Le gouvernement ne répond que par la répression et la calomnie, déployant le Raid et le GIGN : 1 000 flics envoyés en plus des 1 700 déjà sur place, auxquels s'ajoutent 600 militaires. Le tout appuyé par des blindés, des hélicoptères et même des avions. Environ un flic ou militaire surarmé pour trente Kanak. Et toutes ces forces de répression laissent faire les milices armées de colons, déjà responsables de la mort de plusieurs Kanak.

Darmanin calomnie les mouvements indépendantistes traités « d'organisations mafieuses ». Le même Darmanin qui accuse d'antisémitisme ou de soutien du terrorisme ceux qui protestent contre le génocide de l'État israélien à Gaza. Qui traitait de délinquants ceux qui avaient protesté contre le meurtre de Nahel par la police l'an dernier. s'organiser contre ce monde barbare qu'engendre le capitalisme et la loi du profit. Et pas question d'accepter de se laisser bâillonner.

RETOUR AU CALME OU À L'ORDRE COLONIAL ?

Pendant que la droite applaudit à la répression, la gauche (PCF, PS, LFI) appelle au calme et au dialogue, invoquant Mitterrand, Rocard ou Jospin. Mais ce sont les socialistes qui avaient cherché à imposer, en 1984, un nouveau statut de l'archipel, initiant une vague d'affrontements, sous Mitterrand-Chirac, avec le massacre en 1988 de 19 indépendantistes dans l'assaut de la grotte d'Ouvéa. Le « dia-

logue » instauré par la suite fut surtout une manière de lanterner la population avec des référendums promis pour quarante ans plus tard... Le dernier référendum, tenu à marche forcée malgré la crise sanitaire, a été, à juste titre, boycotté par les indépendantistes. Nous voilà quarante ans plus tard : et aucun problème n'est réglé.

Comment pourraient-ils l'être ? Alors que les inégalités criantes n'ont fait que se creuser ? Ce ne sont pas des référendums qui pouvaient mettre fin aux salaires de misère, ni faire cesser l'exploitation du nickel, la grande richesse de l'archipel, et des hommes par des compagnies capitalistes. Pas plus que supprimer les bidonvilles.

Les émeutes ont interrompu le ravitaillement, des poches de transfusion manquent dans les hôpitaux, nous dit-on. Mais ce manque de tout, c'est déjà le quotidien des exploités et des colonisés ! 25 % des Kanak sont au chômage, des milliers d'entre eux dépendent de l'aide alimentaire.

Là-bas, comme ici, ceux qui travaillent et créent les richesses sont traités comme des moins que rien, dépossédés de tout.

EN KANAKY COMME ICI : URGENCE RÉVOLUTION !

Le point de départ de la révolte est anti-colonial. Elle a pour toile de fond la misère dans l'archipel. Parmi les révoltés, il y a de nombreux jeunes Kanak, mais aussi des jeunes des familles originaires d'autres îles d'Océanie ou du Vietnam. En Kanaky, comme ailleurs, c'est toute une société inégalitaire et violente qu'il faut renverser, en s'opposant à l'État qui la défend.

Alors à ces élections européennes du 9 juin – où voteront d'ailleurs des Océaniens, des Antillais, des Africains –, pour dire clairement que le temps des colonies est bien fini, en Kanaky, à Mayotte, en Palestine et partout, votez pour la liste « Pour un monde sans frontières ni patrons : urgence révolution ! » conduite par Selma Labib et Gaël Quirante.

ÉDITORIAL DU NPA RÉVOLUTIONNAIRES DU 20 MAI

WEB : npa-revolutionnaires.org | YOUTUBE : @Revolutionnaires_journal



POUR SUIVRE OU REJOINDRE NOTRE CAMPAGNE
[linktr.ee/sans frontieres ni patrons](https://linktr.ee/sans_frontieres_ni_patrons)

À LA VILLE ET AILLEURS : CONSTRUIRE UNE STRATÉGIE POUR FAIRE CONVERGER LES LUTTES !

Rien que ces dernières semaines à la Ville de Paris, des journées de grève ont rassemblé plusieurs centaines d'agent-e-s : les éboueurs, les agent-es des services sociaux, des bibliothèques, des musées, de l'animation. Mais toutes ces luttes sur des journées d'action séparées ! Les agent-es de la DPE ont obtenu des augmentations de salaire après leur action d'envahissement de la DRH. Pas à la hauteur de leurs revendications mais ça montre que c'est possible ! Les autres directions devront poursuivre les actions collectives pour forcer la main de la mairie. Et si toutes ces luttes se ralliaient ? La force de frappe serait supérieure pour tout le monde si la mairie pouvait craindre une paralysie de la Ville... elle a beaucoup à perdre, financièrement, et politiquement. Le 23 mai était une tentative : FO, UNSA et FSU se sont rassemblés chacun de leur côté sur le parvis de l'hôtel de ville, avec leurs revendications et secteurs propres. Un début timide mais les collègues n'ont pas encore dépassé la division syndicale. C'est pourtant de cela dont nous avons besoin pour amorcer une lutte d'ensemble, plus forte et qui donne confiance ! Le 4 juin est une date de grève appelée par la CGT à l'échelle de la Ville mais aussi dans le secteur social à l'échelle nationale, ce qui concerne beaucoup des services parisiens. Il serait responsable que l'ensemble des organisations syndicales appellent à organiser la lutte aux côtés de leurs collègues. Car les syndicats peuvent avoir des préavis de grève différents, ça n'empêche pas aux collègues de s'unir dans l'action pour augmenter le rapport de force nécessaire pour gagner !

Et ce qui est valable pour la ville de Paris, l'est partout ailleurs ! A quand un mouvement général dans tous les pays pour arracher les augmentations de salaires pour tou.tes, et l'arrêt des mesures antisociales ?

AUTORITARISME ET RÉPRESSION À LA VILLE : STOP !

Alors que Guérini annonce vouloir faciliter les licenciements de fonctionnaires, la Ville ne l'a pas attendu pour trancher dans le vif. En 2023 nous avons atteint la moyenne de 2 révocations par mois !

Les exclusions temporaires sont bien plus nombreuses. Les commissions disciplinaires se tiennent à un rythme infernal. Dans les services, la tendance est de plus en plus à dresser des rapports avant de discuter. Et dans le même temps, les pratiques des petits chefs abusifs semblent protégées voire encouragées. Les premières victimes sont bien sûr les agents d'exécution, qu'ils soient de catégorie C ou non.

Ca n'est pas un hasard, c'est une politique : il y a de moins en moins d'agents pour faire de plus en plus de travail, l'inflation nous prend à la gorge alors que nos salaires n'augmentent pas... Autant de raisons que ça craque dans les services.

L'autoritarisme des petits chefs et les sanctions disciplinaires contre les agents, c'est une manière de tenir les agents par la peur !

Face à cela il faut nous défendre : c'est le cas des agents des réserves Servan récemment qui ont fait 6 jours de grève face aux menaces de sanctions dont leurs collègues étaient l'objet.

Ne laissons pas l'employeur faire sa loi : organisons-nous pour régler les choses collectivement, et pour l'empêcher de dresser des sanctions comme il veut !

Il faut passer à la vitesse supérieure et organiser une campagne contre cette politique répressive et autoritariste !

MEETING · 6 JUIN · 19H À PARIS

GYMNASE JAPY · 2 RUE JAPY, 75011 PARIS

AVEC NOS DEUX TÊTES DE LISTE
(SELMA LABIB ET GAËL QUIRANTE)

RÉFORME DU CHÔMAGE ET CASSE DU STATUT DE FONCTIONNAIRE : UNE NOUVELLE ATTAQUE EN RÉGLE CONTRE TOUS.TES LES TRAVAILLEUR-SES !

Après l'annonce d'une énième réforme du chômage qui suit de très près la dernière, Guérini commence à sortir du tiroir une future réforme de la fonction publique. Primes au mérite et facilitation des licenciements, un charmant programme pour casser le statut de fonctionnaire et tirer les conditions de tous les travailleurs vers le bas. Alors que des plans massifs de licenciement dans le privé ne cessent de tomber, c'est bien l'interdiction des licenciements partout que nous devrions exi-

ger ! Comme pour les chômeurs, le gouvernement souhaite nous faire croire que les fonctionnaires sont de grands privilégiés et que toute critique du statut est « tabou ». Mais quand les économies se font sur nos dos alors que les profits du CAC 40 sont toujours plus exorbitants, on comprend que le tabou est ailleurs !

Si les contours de cette réforme sont encore flous, c'est bien pour prendre la température tout en cherchant à provoquer la division dans le monde du travail.

La Mairie regrette d'ailleurs que le gouvernement n'ait pas attendu la fin des JO pour ces annonces, il faudrait « *préparer la fête dans les esprits* ». Ces déclarations parlent d'elles mêmes : tous ensemble nous pouvons déclencher un mouvement social d'ampleur, obtenir des augmentations de salaires et une amélioration de nos conditions de travail. Et gâcher la fête des profiteurs !



NPA
NOUVEAU PARTI
ANTICAPITALISTE

ÉLECTIONS EUROPÉENNES · 9 JUIN 2024

POUR UN MONDE
SANS FRONTIÈRES |
NI PATRONS

URGENCE
RÉVOLUTION!



Pour suivre ou rejoindre notre campagne :
linktr.ee/sans_frontieres_ni_patrons



SELMA LABIB
CONDUCTRICE DE BUS



GAËL QUIRANTE
POSTIER